



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/483
8 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

Quarante-huitième session
Point 10 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

Lettre datée du 5 octobre 1993, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte comportant les observations de la République d'Iraq sur le rapport du Secrétaire général (Agenda pour la paix).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 10 de son ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Observations de l'Iraq sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU
intitulé "Agenda pour la paix"

1. Le rapport du Secrétaire général reflète, tout compte fait et en dernière analyse, la conception occidental-américaine, notamment du rôle à jouer par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du "nouvel ordre international".
2. Le rapport du Secrétaire général vise à imposer le Conseil de sécurité en tant que mécanisme chargé de traiter des questions internationales. Or l'expérience nous a montré ces dernières années que le Conseil de sécurité dépend pratiquement du bon plaisir des Etats-Unis d'Amérique et de leurs alliés occidentaux; on ne saurait donc s'attendre qu'il traite des questions du tiers monde de façon juste et impartiale. En effet, le "deux poids, deux mesures" n'est que trop évident dans la façon dont le Conseil de sécurité traite des questions internationales et, en particulier, de celles des pays du tiers monde. Partant, comment veut-on que les Etats cèdent, un tant soit peu, leur souveraineté à un organisme qui n'est pas à même de garantir un traitement juste et impartial?
3. Cela vaut également pour la notion de "diplomatie préventive". En effet, à quelle partie impartiale pourrait-on se fier pour ce qui est de la fourniture de données? L'expérience des années passées, en particulier, a permis d'établir que les parties et milieux américano-occidentaux dominent les instances internationales, les commissions d'enquête et autres organismes relevant du système des Nations Unies et sont à même de déterminer d'avance les données à fournir à ces derniers. Qui plus est, le rôle des pays du tiers monde dans ces domaines s'est affaibli tant et si bien que l'on ne saurait se fier à l'objectivité et à la précision des données fournies pour justifier le recours à la diplomatie préventive. Tout Etat peut se retrouver l'objet des convoitises de certains Etats et puissances du fait des données particulières fournies sur cet Etat sous couvert de diplomatie préventive. Cela est d'autant plus vrai que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'est pas en mesure de fournir la moindre garantie que les informations ainsi recueillies par l'Organisation serviront à promouvoir les buts et objectifs de la Charte des Nations Unies et non les intérêts et politiques de certaines parties.
4. Les allusions dans le rapport du Secrétaire général tendant à diluer la notion de souveraineté des Etats au profit de l'Organisation des Nations Unies et de certaines causes telles que la démocratie et les droits de l'homme, ont beau être formulées dans un style noble et relevé, elles n'en inspirent pas moins des vives et légitimes inquiétudes. En effet, la situation au sein des Nations Unies étant ce qu'elle est — imposition de la conception occidental-américaine, notamment pour ce qui est du rôle à jouer par l'Organisation des Nations Unies; tentative visant à imposer les mécanismes du Conseil de sécurité comme autant d'instances habilitées à connaître des affaires internationales, maintenant que le Conseil est dominé par les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux; incapacité du Secrétaire général, dans ces conditions, de fournir des garanties quant à l'impartialité des mesures et dispositions exigées par la diplomatie préventive —, la mise en application effective de ce que prône le Secrétaire général se ferait aux dépens des Etats, en particulier les pays en développement.

Exemple, l'imposition, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, de zones d'exclusion aérienne au-dessus du nord et du sud de l'Iraq, ce qui est à la fois illégal et contraire aux normes internationales. Qui plus est, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU a affirmé plus d'une fois que l'Organisation des Nations Unies n'a rien à voir avec lesdites mesures, ce qui n'empêche pas les Etats-Unis et leurs alliés de soutenir avec impertinence et arrogance qu'ils ne font qu'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité.

Autre exemple, la campagne militaire américano-européenne pour la conquête de la Somalie, sous couvert de l'Organisation des Nations Unies. A ce propos, les récents événements sanglants ont mis à nu certains des véritables aspects de cette opération de conquête, qui confirment l'impuissance de l'Organisation des Nations Unies et le peu d'influence qu'elle a sur les politiques et plans des Etats-Unis et de leurs alliés.

5. La situation que connaît l'Organisation des Nations Unies sur les plans financier, administratif et opérationnel montre clairement son incapacité de mener la moindre opération de maintien de la paix en comptant sur ses propres ressources. Aussi applique-t-elle le principe de délégation et de procuration, faisant ainsi de l'Etat pourvoyeur de contingents et partie intéressée, seul maître à bord, excluant du même coup et l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale au nom de laquelle l'intervention militaire en question avait été décidée.

La situation internationale actuelle est marquée par les tentatives d'un seul pays d'exercer son hégémonie sur le monde entier et de dominer l'Organisation des Nations Unies de façon à en orienter les travaux et à s'en servir pour porter atteinte à la souveraineté et à l'indépendance des Etats et à interpréter à sa manière la notion de paix et de sécurité internationales pour promouvoir ses objectifs politico-économiques. La domination exercée par les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés occidentaux sur l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, le Conseil de sécurité ne fait qu'entamer le principe de la justice et de l'égalité, aggraver le phénomène "deux poids, deux mesures", et encourager les interprétations particulières et sélectives de la Charte des Nations Unies et des règles du droit international.

L'offensive générale menée contre l'Iraq du 17 janvier au 28 mars 1991 en est la preuve éclatante. En effet, les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés avaient, de façon préméditée, transformé les résolutions du Conseil de sécurité relatives au Koweït d'une mission visant à sortir les forces irakiennes du Koweït à une offensive militaire et générale américano-occidentale visant à détruire l'infrastructure civile du pays. En effet, plus de 107 000 tonnes de bombes et d'explosifs se sont abattues sur les usines, les champs, les routes, les ponts, les raffineries de pétrole, les chemins de fer, les réseaux d'alimentation en eau des villes des zones rurales, les hôpitaux, les abris pour civils, les quartiers résidentiels, les écoles et les lieux de culte. Cette agression brutale n'a épargné aucune région, touchant l'Iraq de l'extrême nord à l'extrême sud et de l'extrême ouest à l'extrême est. Outre les coups visant l'infrastructure civile en Iraq, les forces américano-occidentales coalisées ont lancé une série d'attaques aux bombes et aux missiles à laser et effectué des milliers de sorties dans le dessein d'éliminer la direction politique en Iraq.

6. S'il est donné suite à la proposition du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lier les organismes régionaux au mécanisme de maintien de la paix relevant du système des Nations Unies, les organisations régionales risqueront, au vu de la situation mondiale actuelle, de perdre leur autonomie et de tomber sous la tutelle du Conseil de sécurité, ce qui en ferait un instrument d'exécution de l'administration du Conseil et l'éloignerait de leurs véritables objectifs et des principes de leurs chartes. D'autant qu'il est devenu plus clair que jamais que le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies appliquent dans le cas du tiers monde le principe de deux poids, deux mesures.

7. Si, dans le principe, nous ne nous opposons pas à ce que l'Organisation des Nations Unies assume davantage d'obligations et de responsabilités dans la prévention et la résolution des conflits et dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international et si nous n'avons aucune objection de principe à ce qu'il y ait coopération, coordination et complémentarité dans les relations entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies, nous avons par contre des réserves sérieuses, quant au fond, sur ce que l'on peut prévoir comme pratiques fondées essentiellement sur un dépassement du principe de souveraineté des Etats, ainsi que sur le fait d'offrir aux Etats exerçant leur domination sur le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies l'occasion de s'immiscer dans les affaires intérieures de pays tiers, en particulier les pays en développement.

8. Compte tenu de ce qui précède, force nous est de réitérer que le bien-fondé de la question exposée dans le rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies intitulé "Agenda pour la paix" demeurerait douteux, tant que des modifications radicales n'auraient pas été apportées aux méthodes de travail du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et tant que l'état de monopolisation de la décision par les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés occidentaux n'aurait subi aucun changement. Ce n'est qu'une fois que cet aspect fondamental aurait subi un changement tangible et que l'on aurait rétabli une équation rassurante que l'on pourra se convaincre que les mots d'ordre et objectifs figurant dans ledit rapport pourraient être réalisés de façon juste et impartiale.
